

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE – WORK - FATHERLAND

MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA
FEMME ET DE LA FAMILLE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL - PATRIE

MINISTRY OF WOMEN'S EMPOWERMENT
AND THE FAMILY



**PLAN D'ACTION NATIONAL D'APPUI A LA
PARTICIPATION DES FEMMES A LA PRISE
DE DECISION AU CAMEROUN**



Pour un monde 50-50 en 2030
Franchissons le pas pour l'égalité des sexes

Décembre 2018

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'Agenda politique du Cameroun prévoit des élections Sénatoriales et Présidentielles en 2018 et des élections municipales, législatives et éventuellement régionales en 2019.

En vue d'améliorer la représentativité des femmes dans les postes de prises de décision lors de ces différentes échéances électorales, le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, grâce à l'appui technique et financier d'ONU-Femmes a organisé des sessions de « Café genre » dans les dix (10) Régions du pays avec pour thème central : « Femmes et vie politique : Voies et moyens de garantir une participation des femmes à travers des élections libres, équitables et genre sensibles ».

Le *café genre* est un concept mis en place par le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) en collaboration avec ONU-Femmes en 2014. C'est un espace de dialogue, une plateforme d'échanges en vue d'asseoir un débat permanent sur l'agenda genre au Cameroun.

En ce qui concerne la participation politique des femmes, neuf (09) sessions ont été organisées de juillet à décembre 2017.

A l'issue de ces différentes rencontres, une feuille de route a été élaborée pour la mise en place d'une task-force chargée de l'élaboration d'un Plan d'Action National. Ce Plan d'Action National fait ressortir les besoins spécifiques de chaque Région. Ainsi, 9 Plans d'Action régionaux ont été élaborés et des task-forces régionales constituées de 10 personnes, responsables de la mise en œuvre. Il est à signaler que le Plan d'Action régional de l'Ouest intègre les préoccupations de la Région du Nord-Ouest.

L'objectif de ces travaux, placés sous le thème : élaboration d'un Plan d'Action National « Genre-Elections » a été mise en œuvre et programmée pour les prochaines échéances électorales.

La démarche méthodologique adoptée pour l'élaboration des Plans d'Action sus évoqués, est adossée sur l'approche « **bottom up** », qui voudrait que

les idées et besoins proviennent des populations à la base et de manière participative.

La réflexion menée lors des cafés genres régionaux a permis d'identifier les obstacles à la pleine participation des femmes à la vie politique et donner lieu à des recommandations concrètes permettant d'améliorer la participation des femmes à la prise de décision politique.

I- CONTEXTE DE L'ELABORATION DU PLAN D'ACTION NATIONAL D'APPUI A LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA PRISE DE DECISION

Le Plan d'Action national d'appui à la participation des femmes à la prise de décision est le fruit de la réflexion menée au sein des *cafés genre* organisés dans les Chefs-lieux des 10 Régions que compte le Cameroun, enrichie par les travaux de l'atelier d'élaboration du plan d'action national de mise en œuvre des recommandations des « café genre », organisé les 21 et 22 décembre 2017, par le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille en partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'Egalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes (ONU-Femmes). Cet atelier, groupe de travail élargi, était constitué de femmes et d'hommes :

- parlementaires ;
- élus locaux ;
- représentants des Organismes du Système des Nations Unies ;
- représentants d'ELECAM ;
- responsables des organisations de la société civile et des collectivités territoriales décentralisées ;
- représentants des partis politiques ;
- représentants des médias ;
- personnel des services centraux et déconcentrés du MINPROFF.

A- Pourquoi un Plan d'Action National ?

Le Plan d'Action est fondé sur le constat que malgré des progrès, appréciables, la vie politique reste dominée par les hommes. En outre, l'inexistence de ce document continuerait à annihiler les efforts déployés çà et là pour tenter d'améliorer l'implication des femmes dans la vie politique.

En l'état actuel de la problématique de la participation des femmes à la vie politique dans notre pays, l'analyse des informations disponibles sur les diverses réalités régionales met en évidence le fait qu'un certain nombre de conditions entravent encore une participation active des femmes à la vie politique au Cameroun. Il s'agit brièvement:

- du défaut de culture politique et du manque d'information ;
- du désintérêt des femmes vis-à-vis de la vie politique ;
- du défaut de CNI à cause du coût élevé, de la procédure d'obtention de plus en plus compliquée et des pesanteurs socioculturelles dans certaines Régions ;
- du manque de confiance et d'estime de soi des femmes ;
- manque de soutien et d'encadrement dû à l'absence de confiance du genre masculin vis-à-vis des femmes dans certaines régions ;
- barrières érigées par certains Chefs de communautés à l'encontre des femmes, multiples discriminations et caractères masochistes des hommes;
- sous-scolarisation et analphabétisme des jeunes filles par rapport aux jeunes garçons ;
- individualisme des hommes et des femmes ;
- irresponsabilité de certains hommes dans les ménages, entraînant la surcharge domestique des femmes ;
- rejet des femmes handicapées ;
- pauvreté extrême des femmes ;
- faible coût des produits agricoles entraînant la précarité chez la femme rurale.

En plus des actions gouvernementales, la question bénéficie de plus en plus de plaidoyers de la société civile, menés essentiellement par des organisations féminines, gouvernementales et non gouvernementales, et par des associations des

droits de l'Homme, qui insistent sur la nécessité de promouvoir la participation de la femme à la vie politique.

Ensuite, ce Plan d'Action vient doter le Cameroun d'un outil de référence qui lui permet de mener des actions coordonnées, face à la multiplicité des plans et stratégies actuels, qui ne favorisent pas le relèvement de la représentativité des femmes dans la sphère politique et la résolution des problèmes posés. En cela, il s'apparente à un tableau de bord qui facilite la prise de décision et qui est en même temps un guide permettant de booster la participation des femmes à la vie politique, en tenant compte des spécificités de chaque Région. C'est enfin un document de plaidoyer ainsi qu'un outil de mobilisation de fonds. Globalement, le Plan d'Action est conçu comme un ensemble de lignes directrices pour inspirer et stimuler l'action nationale. Il tient compte de la variété des contextes culturels, religieux, politiques et institutionnels en cherchant à proposer des solutions adaptées.

Vu sous cet angle, il s'agit d'un outil qui favorise l'intégration nationale, la culture de la paix et du vivre ensemble harmonieux.

B- Quelles sont les caractéristiques d'un Plan d'Action?

Pour être significatif, un Plan d'Action doit :

- être harmonisé, réaliste, pratique, inclusif et rendre compte des spécificités des Régions ;
- être multisectoriel ;
- être SMART (Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Réalisable et compté dans le Temps) ;
- être en conformité avec les lois nationales et articuler de façon concrète les grandes orientations de la politique nationale de promotion de la femme ;

- être consensuel et national (gouvernement, parlement, CTD, OSC) et représenter une feuille de route qui favorisera la mobilisation de l'ensemble des acteurs, œuvrant dans le domaine de la participation politique des femmes ;
- se construire progressivement en fonction des enjeux et des ressources existantes.

II- OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION

A- Objectif général

L'objectif général du Plan d'Action vise à augmenter la participation des femmes dans la vie politique et publique, pour atteindre l'objectif de parité 50/50 à l'horizon 2030.

B- Objectifs spécifiques :

De manière spécifique, le Plan d'Action se propose de :

- augmenter le nombre des femmes dans les postes électifs ;
- augmenter le nombre d'électeurs femmes et filles ;
- encourager les femmes et les filles à s'engager dans la politique ;
- augmenter le taux d'inscription des femmes en âge de voter de 20% sur les listes électorales en 2019 ;
- préparer les échéances électorales à venir ;
- faire le plaidoyer pour l'insertion des pénalités financières dans la loi contre les pratiques discriminatoires en matière électorale ;
- faire le plaidoyer pour l'inscription, dans une loi, de la parité Homme-Femme.

C- Contenu du Plan d'Action

- Tout ce qui est en amont d'une participation politique, à savoir les conditions pour une participation active des femmes à la vie politique en abordant la question des barrières et mythes socioculturels, l'éducation, l'emploi, la santé et la participation à la vie économique ;
- la consolidation des bases juridiques de l'égalité de l'homme et de la femme;
- la participation politique proprement dite au niveau national par l'action de sensibilisation ou de "conscientisation politique" des femmes, le respect du principe de l'égalité au sein des partis politiques, l'application de mesures dites d'action positive, la participation des femmes aux consultations populaires et l'exercice des responsabilités politiques par les hommes et les femmes;
- le mécanisme de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des recommandations que contient le Plan d'Action.

III - PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

A l'issue des travaux d'élaboration de ce plan d'action national, plusieurs recommandations ont été formulées : Il s'agit de :

- plaider pour l'application de la loi électorale qui garantit plus de 30% des femmes (loi des quotas) aux postes électifs ;
- plaider auprès des autorités et des élites pour la facilitation de l'obtention de l'acte de naissance et de la carte nationale d'identité pour les adultes ;
- organiser des causeries éducatives pour une participation accrue et équitable à la vie politique;
- éduquer et former les femmes politiques à la base ;
- vulgariser des textes juridiques en matière d'élection ;

- organiser régulièrement des « café genre » et décentraliser les éditions prochaines dans tous les départements ;
- mettre en place des mécanismes de subvention des candidatures féminines aux élections ;
- traduire et diffuser en langues locales des textes juridiques nationaux et internationaux ;
- créer des lobbyings pour la défense des intérêts politiques des femmes.

IV- CADRE D'ACTION

Le Plan d'Action ici présenté qui résulte d'un large processus de consultation, propose des solutions concrètes à des situations communes à tout le pays, tout en offrant des options pour répondre à la spécificité des situations régionales. Il représente un document national harmonisé acceptable pour l'ensemble du pays.

Dans ce Plan d'Action, l'accent est mis essentiellement sur la participation politique des femmes. Mais d'autres indicateurs, relevant de la réalisation des droits civils, économiques, sociaux et culturels, doivent aussi être pris en compte.

**PLAN D’ACTION NATIONAL D’APPUI A LA
PARTICIPATION DES FEMMES A LA PRISE DES
DECISIONS AU CAMEROUN**

N°	Problèmes identifiés	Activités	Stratégies	Actions à mener	Résultats	Indicateurs	Parties prenantes	Responsables	Coût (FCFA)	Délai d'exécution
1	Manque de culture politique	- Sessions de Renforcement des capacités des femmes	Mobilisation et communication de masse	Information Éducation Communication	Les femmes sont formées et participent au processus électoral	Pourcentage de femmes maîtrisant les règles politiques	-Etat -CTD -femmes -ONG -OSC	MINPROFF ONU-Femmes	A déterminer	
	Désintérêts des femmes vis-à-vis de la vie politique	-Organisation régulière des café genre et décentralisation au niveau des départements -Campagnes de sensibilisation des femmes à la marche de la Nation notamment à la politique de la promotion de la femme, à l'importance des élections -Organisation des Campagnes de vulgarisation des droits humains et vulgarisation des textes juridiques en matière d'élection -Organisation des Campagnes d'explication sur la nécessité pour les femmes de s'intéresser à la politique et d'adhérer aux partis politiques -Organisation des causeries éducatives pour une	Coaching	Sensibilisation, information et formation des femmes sur les procédures électorales et la vie politique	Vulgarisation des textes et lois existants, Organisation des séminaires, campagnes, et émissions radio-télévisé et communautaires en langues officielles et locales, séances d'information dans les milieux associatifs (religieuses, familiales,	Les textes et lois sont vulgarisés et connus	Nombre de textes vulgarisés, nombre de personnes touchés par les campagnes de sensibilisation, nombres d'émissions radio télévisés	MINPROFF, MINJUSTICE MINAS, MINCOM ELECAM	MINPROFF	150 000 000

		participation accrue et équitable à la vie politique		tontines, etc.), et via les TIC						
2	Violences envers les femmes qui s'engagent en politique Discriminations		Mieux préparer celles qui s'engagent à faire face à l'adversité politique sensibilisation et formation plaidoyer en faveur des personnes vulnérables	- renforcement de leurs capacités coaching développement de leur leadership Mentorship appui juridique sensibilisation des partenaires des femmes qui s'engagent en politique organisation de 3600 causeries éducatives Mise en place d'une cellule de veille coordonnée par la task force Mise en place des mécanismes favorisant leur intégration -Proposition d'un quota de	baisse du niveau de violence pratiques discriminatoires à l'égard des femmes sont limitées les problèmes de discrimination ou de violence ont trouvé des solutions -présence effective des personnes vivant avec un handicap dans les instances de prise de décision	-Nombre de femmes qui se sont engagées malgré les violences -Nombre de plaintes de femmes violentées revu à la baisse -Nombre de personnes vivant avec un handicap, présents dans les sphères de décision	- Etat -MINPROFF -Task force -Partenaires - CTD - femmes -ONG - OSC -organisations de femmes et les réseaux d'associations	MINPROFF ONU-Femmes MINPROFF ONU-Femmes	A déterminer A déterminer 360.000.000	

				personnes vivant avec un handicap						
3	Faible solidarité entre les femmes	Organisation des causeries éducatives	-Susciter la solidarité active Sensibilisation et formation	-Mentoring -parrainage -coaching -réseaux -plateforme -fora Conscientiser les femmes par la tenue de 3600 causeries éducatives, les spots publicitaires, les griots, Une task communale force chargé de sensibiliser les femmes	-Niveau de solidarité active -Les femmes sont plus engagées et solidaires en matière politique	-Nombre de plateforme de solidarité active -Nombre de task force constituées nombre de femmes conscientisées	-Etat -MINPROFF -CTD - femmes - ONG - OSC	MINPROFF ONU-Femmes	A déterminer	
4	-Mythes socio-culturels -Existence des barrières socio-culturelles		plaidoyer auprès des autorités traditionnelles et religieuses	-sensibilisation -mesures incitatives en faveur des familles et des autorités traditionnelles pour la libération	Nombre de mythes et barrières brisés	Nombre de filles scolarisées	-autorités traditionnelles -leaders associatifs -leaders d'opinions	-Etat -ONU-Femmes -ONG -Associations	A déterminer	

				et autonomisation des femmes				-OSC		
			Plaidoyer et sensibilisation	Organisation des causeries éducatives avec les autorités traditionnelles, religieuses, les associations féminines, les ONG, les chefs de famille, etc.	Les causeries éducatives sont organisées	Le nombre de personnes sensibilisées	MINPROFF, MINATD, leaders communautaires, traditionnels et religieux, communautés, Associations	MINPROFF, MINAC	500 000 000	
5	-Insuffisance d'éducation à la citoyenneté -Absence de CNI et d'acte de naissance	Organisation des causeries éducatives Causeries éducatives sur l'importance des actes d'état civil	mobilisation et identification des femmes en âge de voter plaidoyer implication des autorités administratives	-caravane mobile de distribution de CNI -plaidoyer pour les délais de procédures -campagne de proximité	nombre de cartes établies, distribuées et retirées	-Pourcentage des femmes ayant établies leur CNI -Pourcentage de femmes ayant retiré leur CNI -Pourcentage de cartes distribuées	-MINPROFF -MINJUSTICE -Officier d'Etat civil -OSC -ONG -Associations -Responsables religieux	MINPROFF ONU-Femmes MINJUSTICE	A déterminer	
	Confiscation de la CNI par le	Plaidoyer auprès des autorités et des élites pour la facilitation de l'obtention de l'acte de naissance et de la carte nationale d'identité	sensibilisation déclaration des	-Organisation de 720 audiences foraines élargies aux instances locales.	-Obtention des pièces officielles(3600 0) et la	Nombre de pièces établies	-MINJUSTICE -DGSN -ELECAM	MINPROFF	331.200.000	

	<p>conjoint ou un parent</p>	<p>Renforcement des capacités des familles en tant que cellule de socialisation</p> <p>Causeries éducatives sur l'importance des actes d'état civil</p> <p>Création d'un cadre d'échanges entre les femmes handicapées et non handicapées</p> <p>Organisation des réunions d'informations et de bonnes pratiques entre femmes handicapées, hommes politiques, et femmes leaders d'OSC</p>	<p>naissances, l'obtention de la CNI,</p> <p>inscription sur les listes électorales, participation au vote.</p>		<p>participation aux élections.</p>		<p>-MINSANTE, CTD, - partenaires techniques et financiers</p> <p>-OSC</p> <p>- Autorités traditionnelles et religieuses</p>			
--	-------------------------------------	---	---	--	-------------------------------------	--	---	--	--	--

6	Pauvreté extrême des femmes, et insuffisance des ressources financières		mobilisation des ressources financières au profit des femmes candidates -Plaidoyer auprès des bailleurs de fonds Renforcement des compétences des associations féminines -Coaching et accompagnement des potentielles candidates Ateliers de formation sur la gestion	-Renforcer les capacités des femmes -Appui financier et matériel spécifique -Autonomisation -Identifier les femmes leaders - Mobilisation des fonds auprès du système des Nations-Unies et des autres partenaires au développement -Création de nouvelles AGR -Consolidation et diversification des AGR existantes	- Les femmes sont autonomisées - Les fonds sont mobilisés auprès des bailleurs de fonds et les femmes sont soutenues	Pourcentage des femmes autonomisées -Existence d'un fonds de soutien	-MINPROFF -ONU-Femmes -Associations -Réseaux -ONG -OSC MINPROFF, partenaires au développement, partis politiques, femmes postulantes, élus du peuple	MINPROFF ONU-Femmes MINPROFF, partenaires au développement,	A déterminer	
---	--	--	---	--	---	---	--	---	--------------	--

			financière et la comptabilité Ateliers d'alphabétisation des femmes en activités génératrices de revenus	- Mise en place d'un fonds de soutien par le MINPROFF et les partis politiques						
7	Barrières institutionnelles	Création et mise en place de regroupements ou de réseaux de solidarité et de soutien aux femmes Mise en place du conseil des sages composé des anciens parlementaires, des femmes politiques Création des lobbying pour la défense des intérêts politiques des femmes Mise en place des mécanismes de subvention des candidatures féminines	plaidoyer	Plaidoyers pour le vote d'une loi fixant les quotas de représentativité par genre	Une loi sur les quotas est votée	Loi sur les quotas	Les législateurs OSC	MINPROFF	A déterminer	

				-organisation de 720 sessions de renforcement des capacités des leaders hommes et femmes sur l'importance de la participation de la femme à la politique.	720 sessions de formations sont tenues	Nbre de personnes touchées.	Partenaires techniques et financiers OSC ELUS LOCAUX Autorités traditionnelles et religieuses	MINPROFF	3.600.000.000	
8	Faible pouvoir économique des femmes		Renforcement des capacités	Organiser 720 séances de renforcement des capacités économiques des femmes	720 sessions tenues	Nombre de femmes formées	MINPROFF Partenaires techniques et financiers	MINPROFF	3.600.000.000	
9	Insuffisance des femmes dans les postes électifs (Sénat, Assemblée nationale, Exécutif communal)	Plaidoyer et application des mesures positives notamment la loi électorale garantissant les 30%	Sensibilisation des femmes	Campagnes de sensibilisation et renforcement des capacités des femmes	Le maximum de femmes est sensibilisé et formé	Le nombre de femmes sensibilisées et formées	MINPROFF, partenaires au développement, Associations Féminines, Communautés, Obédiences religieuses	MINPROFF	150 000 000	

10	Insuffisance de réseaux de femmes politiques élues et femmes responsables des bureaux des partis politiques au Cameroun		Création d'une chaîne d'identification et de recensement des élues féminines et responsables dans les partis politiques de la base au sommet	Elaborer un fichier national	Fichier national élaboré	Fichier existant	MINPROFF Partis politiques, INS, ONG, BUCREP	MINPROFF	5 000 000 000	
11	Manque de confiance et d'estime de soi	Organisation d'ateliers sur le développement personnel Renforcement et acquisition des compétences					MINPROFF Partis politiques, INS, ONG, BUCREP	MINPROFF	A déterminer	
12	Manque de soutien et d'encadrement						MINPROFF Partis politiques, INS, ONG, BUCREP	MINPROFF	A déterminer	